

démographique (3,8 % de moyenne annuelle) soulignant l'insuffisance des infrastructures de santé et d'éducation. La Côte-d'Ivoire, privilégiée par les bailleurs de fonds (FMI, Banque mondiale, France, qui a engagé 2,4 milliards FF en 1994-1995), a réduit de 20 % sa dette interne, mais la dette extérieure (180 % du PIB en 1995) demeurerait écrasante avec un service égal à la valeur de la moitié des exportations. Une légère reprise des investissements et de l'industrie n'a pas réduit la plaie du chômage.

Tout comme le programme de privatisations des entreprises publiques (79 des 117 prévues ont été réalisées), la libéralisation de la filière café-cacao s'est faite sur fond de querelles intestines, les agréments n'étant accordés qu'aux partisans convaincus du chef de l'État.

La rupture des accords d'Abuja, signés en août 1995 par les factions en lutte au Libéria, ne pouvait par ailleurs qu'inquiéter le pays, accueillant déjà plus de 400 000 réfugiés libériens.

RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS EN 1996

L'État du monde, Éditions la Découverte, CEDROM-SNi

Achevant le mandat de Félix Houphouët-Boigny, officiellement disparu le 7 décembre 1993, l'ancien président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, à la tête de l'ancien parti unique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire - Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA), s'est engagé, dès 1994, dans la bataille des élections générales fixées à octobre-décembre 1995. En mal de légitimité, il a suscité la création de sections du Cercle national Bédié (CNB), ressuscitant ainsi un culte maladroit de la personnalité, et a voulu se réconcilier avec les victimes de son prédécesseur, notamment les Guébié de la région de Gagnoa, où des massacres firent quelque 4 000 morts en 1970.

Le président Bédié a cependant dû compter avec la défection de l'ancien courant renovateur du PDCI de Djéry Kobéna, qui s'est constitué en parti en juin 1994, le Rassemblement des républicains (RDR). Cette formation a disposé, à partir de novembre 1994, d'un groupe parlementaire et a bénéficié de la sympathie du rival malheureux - il a été écarté du pouvoir à la mort de F. Houphouët-Boigny - de H.K. Bédié, l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara, devenu directeur adjoint du FMI et candidat possible à la magistrature suprême.

Secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI, opposition), le député Laurent Gbagbo, candidat à la présidentielle de 1995 comme il le fut à celle de 1990 face à F. Houphouët-Boigny, a proposé, dès novembre 1994, la constitution d'un Front républicain (FR). Ce dernier a été fondé le 5 avril 1995 pour exiger des élections transparentes et réaliser l'alternance au pouvoir, réunissant le FPI, membre de l'Internationale socialiste, le RDR (centriste) et l'Union des forces démocratiques (UFD, regroupant six petites formations). Cette union a été favorisée par l'autoritarisme du régime de H. K. Bédié, lequel a entrepris d'assurer sa reconduction par un recensement et un code électoral contestables, par une répression maladroite des journalistes et par l'exclusion de l'opposition des médias officiels. La marche du FR, organisée le 4 mai 1995, pour le retrait du code électoral voté en décembre par une Assemblée qui ne reflète plus la réalité politique du pays, a connu un grand succès.